



Arrêt

**n°62 677 du 31 mai 2011
dans l'affaire x / III**

En cause : x

Ayant élu domicile : x

contre:

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 23 février 2011 par x, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, prise le 24 janvier 2011.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 18 mars 2011 convoquant les parties à l'audience du 14 avril 2011.

Entendu, en son rapport, N. RENIERS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me E. MASSIN, avocat, et S. GOSSERIES, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué.

Le recours est dirigé contre une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité guinéenne, d'origine ethnique peul, originaire de Dinguiraye (Guinée). A l'appui de votre demande d'asile, vous invoquez les faits suivants. Vous étiez sans profession et résidiez dans le quartier de Cobaya de la commune de Ratoma à Conakry (Guinée). Votre mari était professeur coranique. Dans le cadre de ses activités, il effectuait des lectures du Coran et des sacrifices pour Toumba Diakité afin qu'il soit protégé et qu'il obtienne plus de pouvoir. Le 4 décembre 2009, ce dernier a tiré sur le président Moussa Dadis Camara. C'est alors que les militaires ont arrêté tous les marabouts du quartier de Cobaya. Votre mari étant parti à Coyah (Guinée), les militaires vous ont arrêtée à sa place et emmenée au camp Alpha YAYA, où vous avez subi des viols et êtes restée emprisonnée jusqu'au 8 décembre 2009. Ce jour-là, votre voisin le capitaine [X] et le jeune frère de votre mari vous ont aidée à vous évader. Vous avez alors trouvé refuge chez l'une des connaissances de ce dernier, à Hamdallaye (Conakry), jusqu'au jour de votre départ. Vous avez donc fui la Guinée, le 30 décembre 2009, à bord d'un avion munie de documents d'emprunt, en compagnie de votre enfant et d'un passeur pour arriver en Belgique le lendemain. Vous avez demandé l'asile à l'Office des étrangers le 31 décembre 2009. En cas de retour dans votre pays, vous craignez que les militaires vous arrêtent et vous fassent subir le même sort. Vous craignez également qu'ils vous tuent, parce qu'ils étaient à la recherche de votre époux.

B. Motivation

Il ressort de l'analyse de vos déclarations que vous n'avez pas fourni de sérieuses indications permettant d'établir que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou que vous pouvez invoquer ladite crainte dans le cas d'un éventuel retour dans votre pays. Vous n'avez pas non plus fourni de motifs sérieux prouvant un risque réel que vous subissiez des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

En effet, selon le guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié, "il appartient normalement à la personne qui réclame le statut de réfugié d'établir, elle-même, qu'elle craint avec raison d'être persécutée (UNHCR, Réédité, Genève, janvier 1992, p.16)". Or, tel n'est pas le cas en l'espèce. Ainsi, vous déclarez craindre vos autorités en raison des activités professionnelles de votre mari, qui aurait effectué des lectures entières du Coran et des sacrifices pour protéger Toumba Diakité et lui accorder plus de pouvoir (voir audition du 12/01/11 p.10). Toutefois, compte tenu du profil que vous présentez (femme d'un professeur coranique n'ayant aucune appartenance/activité à un parti politique), de la situation politique actuelle en Guinée et de l'absence d'éléments précis, concrets et actuels au sujet de l'évolution de votre situation personnelle depuis votre fuite et votre départ du pays, le Commissariat général considère que vous n'établissez pas l'existence, dans votre chef, d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève. En effet, il n'y a pas lieu de croire que vos autorités s'acharneraient sur votre personne en raison des activités spirituelles de votre mari qui n'ont aucun lien concret avec la tentative d'assassinat du capitaine Moussa Dadis CAMARA par Toumba. Qui plus est, Dadis Camara et son régime ont été remplacés récemment par un pouvoir élu démocratiquement issu de l'opposition (voir informations objectives dans le dossier administratif). Il n'y donc pas lieu de croire que le gouvernement actuel continuerait à rechercher votre mari et par voie de conséquence vous-même. En outre, mis à part le fait de dire que votre beau-frère est passé chez vous et que des gens lui ont dit que les militaires sont passés à votre domicile de temps en temps (voir audition du 12/01/11 p.21), vous n'apportez aucun élément plus concret

attestant d'éventuelles recherches et de plus, vous êtes sans nouvelles de votre mari mis à part de dire qu'il a quitté le pays (voir audition du 12/01/11 p.22).

De surcroît, il ressort de vos déclarations des imprécisions et contradictions concernant votre détention au sein du camp Alpha YAYA qui empêchent de tenir pour établis les faits que vous évoquez et partant, vos craintes de persécutions. En effet, vous déclarez dans un premier temps ne pas être sortie de votre cellule (voir audition du 12/01/11 p.16). Par la suite, vous déclarez être sortie pour effectuer des corvées (balayage des escaliers menant aux cellules) et pour vous rendre aux toilettes (voir audition du 12/01/11 p.17). Confrontée à cette contradiction, vous déclarez que tant que les gardiens ne vous disent pas de sortir vous ne pouvez pas (voir audition du 12/01/11 p.17). Toutefois, cette explication ne convainc pas le Commissariat général. De surcroît, lorsque nous vous avons demandé de décrire le parcours que vous avez fait pour vous rendre dans votre cellule, vous déclarez ne pas avoir eu le temps de constater et d'observer les lieux (voir audition du 12/01/11 p.16). Or, vous déclarez avoir du balayer ces mêmes lieu tous les matins de votre détention (voir audition du 12/01/11 p.15 et p.17). Par ailleurs, vous déclarez avoir été interrogée à plusieurs reprises par les militaires (voir audition du 12/01/11 p.10). Questionnée par la suite sur ces interrogatoires, vous déclarez avoir été interrogée une seule fois le matin du 5 décembre (voir audition du 12/01/11 p.17). Confrontée à deux reprises à cette contradiction, vous n'apportez aucune explication claire et cohérente (voir audition du 12/01/11 p.18). Enfin, lorsque nous avons abordé votre vécu et ressenti de détention, vous vous êtes montrée peu loquace et inconsistante en déclarant : « Mal et j'ai voulu me suicider, car je me sentais sale » et « Le désespoir car battue et violée. J'avais des traces et des cicatrices. » (voir audition du 12/01/11 p.19). Ce manque de consistance et de spontanéité ne correspond pas à ce que l'on pourrait attendre d'une personne déclarant être traumatisée par ces événements et craindre pour sa vie en cas de retour. En conclusion, ces contradictions, imprécisions et ce manque de vécu entachent la crédibilité de vos déclarations concernant votre détention et nous permettent de remettre en cause les craintes que vous alléguiez.

Quant aux documents que vous avez déposés, à savoir votre extrait d'acte de naissance ainsi que ceux de vos enfants et un examen clinique fait en Belgique, ils ne sont pas de nature à invalider la présente analyse. Les extraits d'acte de naissance se contentent d'apporter un début de preuve quant à vos identités et nationalités respectives, éléments nullement remis en cause par la présente décision. L'examen clinique se contente de détailler les lésions présentes sur votre personne, sans pour autant en démontrer leur origine.

En ce qui concerne la situation générale, les différentes sources d'information consultées s'accordent à dire que la situation sécuritaire en Guinée s'est fortement dégradée, suite aux reports successifs du second tour des élections présidentielles. Des violations des droits de l'homme ont été commises par les forces de sécurité guinéennes et on dénonce également des tensions politico-ethniques importantes, des attaques ayant particulièrement ciblé les militants politiques et les peuhls. La Guinée a donc été confrontée à des tensions internes, des troubles intérieurs, des actes isolés et sporadiques de violence et autres actes analogues. Depuis, la situation s'est calmée et le second tour des élections qui s'est déroulé le 7 novembre 2010, a conduit à la victoire d'Alpha Condé, leader du RPG. Cette victoire, confirmée par la Cour Suprême, a été reconnue par le camp adverse de Cellou Dalein Diallo et par la communauté internationale. La Guinée dispose donc enfin de son premier président civil, démocratiquement élu et qui aura pour lourde tâche de sortir le pays de la crise. L'article 48/4 §2 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que des menaces graves contre la vie ou

la personne d'un civil, en raison d'une violence aveugle s'inscrivant dans le cadre d'un conflit armé interne ou international peuvent être considérées comme une atteinte grave pouvant donner lieu à l'octroi du statut de protection subsidiaire. Il ressort des informations susmentionnées que la Guinée n'est pas confrontée à une situation de violence aveugle et il convient également de relever qu'il n'existe aucune opposition armée dans le pays. A la lumière de l'ensemble de ces éléments, il n'existe pas actuellement en Guinée de conflit armé ou de situation de violence aveugle au sens de l'article 48/4, §2.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. Les faits invoqués.

La partie requérante confirme fonder sa demande d'asile sur les faits tels qu'ils sont exposés dans la décision attaquée.

3. La requête.

3.1. La partie requérante prend un premier moyen de la violation de « l'article 1er, §A, al. 2, de la Convention de Genève du 28/07/1951 » et de « l'article 48/4 nouveau de la loi du 15 décembre 1980 relatif à l'octroi d'une protection subsidiaire » et un second moyen de la violation « des articles 1, 2, 3 et 4 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ».

3.2. En substance, la partie requérante conteste la pertinence de la motivation de la décision attaquée, soutient que « le récit de la requérante se rattache parfaitement aux critères justifiant l'octroi de l'asile », que « le récit de la requérante remplit parfaitement les conditions prévues à l'article 48/4 nouveau de la loi du 15 décembre 1980 relatif à l'octroi de [la] protection [subsidiaire] » et fait valoir qu'à son estime la motivation de la décision est inadéquate en ce que, d'une part, elle contient une erreur d'appréciation et, d'autre part, « le CGRA ne parle de la protection subsidiaire que sous l'angle de l'article 48/4 §2c sans avoir examiné le petit b), à savoir la question du risque de torture ou de traitements inhumains et dégradants pour la requérante en cas de retour au pays. ».

3.3. En conclusion, la partie requérante demande, à titre principal, de réformer la décision attaquée et de lui reconnaître la qualité de réfugié ou de lui accorder le bénéfice de la protection subsidiaire ; à titre subsidiaire, elle sollicite l'annulation de la décision afin de renvoyer la cause au Commissaire général « [...] pour investigations complémentaires [...] ».

4. Le dépôt de nouveaux documents.

4.1.1. Par un courrier du 5 avril 2011, la partie défenderesse a versé au dossier de la procédure deux nouveaux documents émanant de son centre de documentation (CEDOCA), à savoir un « Document de réponse » du 8 novembre 2010, actualisé au 18 mars 2011 et relatif à la situation actuelle des Peuhls en Guinée, ainsi qu'un rapport du 29

juin 2010, actualisé au 18 mars 2011 et relatif à la « Situation sécuritaire » en Guinée (dossier de la procédure, pièce 9).

4.1.2. Quant à ce, le Conseil rappelle que, lorsque de nouveaux éléments sont produits devant lui, « l'article 39/76, § 1er, alinéas 2 et 3, [de la loi du 15 décembre 1980], doit être interprété en ce sens qu'il ne limite pas le pouvoir de pleine juridiction du Conseil du contentieux des étrangers qui connaît des décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides » (Cour constitutionnelle, arrêt n° 81/2008 du 27 mai 2008, dispositif, M.B., 2 juillet 2008). Cela implique notamment que « cette disposition doit se lire, pour être conforme à la volonté du législateur de doter le Conseil d'une compétence de pleine juridiction en cette matière, comme imposant au Conseil d'examiner tout élément nouveau présenté par le requérant qui soit de nature à démontrer de manière certaine le caractère fondé du recours et d'en tenir compte, à condition que le requérant explique de manière plausible qu'il n'était pas en mesure de communiquer ce nouvel élément dans une phase antérieure de la procédure » (Cour constitutionnelle, arrêt n°148/2008 du 30 octobre 2008, III, B. 6. 5, M.B., 17 décembre 2008).

En l'espèce, les deux rapports produits par la partie défenderesse constituent, dans la mesure où ils ont en partie trait à des faits survenus après la décision attaquée, des éléments nouveaux au sens de l'article 39/76, § 1er, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980 et satisfont aux conditions prévues par l'article 39/76, § 1er, alinéa 3, de la même loi. Le Conseil est par conséquent tenu, dans cette mesure, d'en tenir compte.

5. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

5.1. Dans la décision entreprise, la partie défenderesse estime ne pas pouvoir tenir pour établis les faits invoqués par la partie requérante à l'appui de sa demande d'asile ni, partant, les craintes alléguées subséquemment et ce, en raison de son profil, de l'évolution de la situation politique en Guinée depuis les événements que la partie requérante identifie comme étant à l'origine de la détention et des agissements dont elle aurait fait l'objet durant son incarcération, et de l'absence d'élément concret susceptible de rendre vraisemblable la persistance des poursuites alléguées.

La partie défenderesse relève, par ailleurs, des imprécisions et contradictions au sein des propos tenus par la partie requérante concernant sa détention, lesquels empêchent, selon elle, de tenir pour établis les faits qu'elle invoque à cet égard. La partie défenderesse ajoute enfin que les documents produits par la partie requérante à l'appui de sa demande d'asile ne sont pas de nature à rétablir seuls la crédibilité de son récit.

5.2. En l'espèce, le Conseil fait siens les motifs de la décision entreprise dont il constate qu'ils se vérifient à la lecture du dossier administratif et qu'ils sont pertinents pour conclure que la partie requérante ne réunit pas les conditions fixées pour se voir reconnaître la qualité de réfugié.

5.3. Dans sa requête, la partie requérante se borne, pour l'essentiel, à contester la pertinence de l'analyse faite par la partie défenderesse mais ne développe, en définitive, aucun moyen susceptible d'établir la réalité des faits, ni a fortiori, des craintes alléguées.

Ainsi, elle fait, tout d'abord, valoir que la motivation de la décision querellée au travers de laquelle la partie défenderesse expose ne pas croire à l'acharnement des autorités guinéennes à l'égard de la partie requérante, selon elle, en raison du fait qu'elle « [...] n'a pas personnellement d'implication politique [...] » n'est pas pertinente, arguant quant à ce

que « [...] il faut nous mettre à la place des autorités guinéennes [qui] s'en sont prises à [la requérante] parce qu'elles n'ont pas trouvé et donc pas pu arrêter son mari à qui il était reproché d'avoir travaillé comme marabout pour Toumba Diakité qui a tiré sur l'ancien président Moussa Dadis Camara le 4 décembre 2009. [...] ».

A ce propos, le Conseil ne peut que constater que l'argumentation développée par la partie requérante est dépourvue de sérieux. En effet, cette argumentation repose sur le postulat que la partie défenderesse ne croirait pas à l'acharnement des autorités guinéennes à l'égard de la partie requérante pour le motif qu'elle « [...] n'a pas personnellement d'implication politique [...] ». Or, une simple lecture attentive des motifs de la décision suffit pour s'apercevoir que ce postulat procède d'une lecture fallacieuse des motifs de la décision querellée, lesquels disposent pourtant clairement que si les poursuites persistantes alléguées par la partie requérante à l'appui de sa demande d'asile ne sont pas vraisemblables, ce n'est pas – contrairement à ce que les termes de la requête tentent de faire accroire – seulement en raison du fait qu'elle n'a pas personnellement d'implication politique mais bien en raison de la combinaison des facteurs suivants : « [son] profil [...] (femme d'un professeur coranique n'ayant aucune appartenance/activité à un parti politique), [...] la situation politique actuelle en Guinée et [...] l'absence d'éléments précis, concrets et actuels au sujet de l'évolution de [sa] situation personnelle depuis [sa] fuite et [son] départ du pays [susceptibles d'attester de l'actualité des poursuites alléguées] ».

S'agissant, ensuite, de l'engagement consistant à « [...] tenter d'obtenir une lettre du jeune frère de son mari [...] expliquant tout cela en détails (*sic*) [...] », que la partie requérante oppose, en termes de requête, au motif de l'acte attaqué portant qu'elle est restée en défaut de pouvoir fournir le moindre élément concret concernant l'évolution de sa situation personnelle, ni l'a moindre information concernant celle de son mari depuis qu'ils ont tous deux quitté le pays, le Conseil ne peut qu'observer qu'elle est inopérante, dès lors qu'il ne fait que confirmer le bien-fondé du constat de carence posé par la partie défenderesse dans la décision querellée. L'allégation que « [...] nonobstant le changement de régime en Guinée, les militaires en place au moment de[s] [...] problèmes [rencontrés par la partie requérante] sont toujours en activité aujourd'hui, d'où ses craintes de persécution en cas de retour dans son pays d'origine. [...] », n'est pas non plus de nature à modifier l'appréciation du Conseil quant aux éléments de la présente cause, dès lors qu'il s'agit de simples considérations personnelles reflétant l'avis de la partie requérante qui, dans la mesure où elles ne sont étayées d'aucun élément concret, relèvent de la pure hypothèse, à l'instar d'ailleurs des affirmations relatives, par exemple, aux visites régulières de militaires dont le domicile de la partie requérante ferait toujours l'objet.

Quant aux dénégations de la partie requérante concernant les contradictions relevées par la partie défenderesse au sein de ses déclarations relatives à sa détention, le Conseil ne peut que constater qu'elles ne résistent pas aux éléments consignés dans le dossier administratif et, plus particulièrement, au sein du compte-rendu de son audition, à la lecture duquel le caractère contradictoire des propos tenus apparaît dûment établi. Les contestations opposées par la requête au motif de la décision querellée relevant le caractère peu spontané et imprécis des déclarations de la partie requérante quant à son vécu en détention, dans les termes suivants « [...] il nous semble que lorsque l'agent du CGRA est face à un candidat qui a du mal à faire état de ses problèmes de manière spontanée, il incombe à cet agent de tout faire pour obtenir un maximum d'informations du candidat [...] » ne résistent pas davantage aux éléments versés au dossier administratif, dont il ressort que la partie défenderesse s'est bel et bien efforcée d'obtenir

de la partie requérante qu'elle lui fournisse toutes les informations en sa possession, en s'adaptant, notamment, aux modes d'expression privilégiés par celle-ci (qui a, entre autres, déclaré qu'elle ne savait pas dessiner – cf. dossier administratif, pièce 4, p.15) et en l'invitant, à plusieurs reprises, à s'exprimer davantage au sujet de ses conditions de détention (Ibidem, p.19), invitations auxquelles cette dernière n'a toutefois pas répondu, bien qu'elles aient été répétées jusqu'à l'issue de son audition, d'une durée totale de trois heures, au terme de laquelle elle a, une nouvelle fois, déclaré ne rien avoir à ajouter (Ibidem, p.24).

S'agissant, par ailleurs, de l'argumentation aux termes de laquelle la partie requérante, arguant que « [...] aucun reproche n'a été formulé par le CGRA à la requérante concernant [...] des contradictions entre ses déclarations et des éléments d'informations objectifs qui seraient en [sa] possession [...] sur ce lieu de détention. [...] », soutient que « [...] Dans ces conditions, le CGRA est dans l'impossibilité de remettre valablement en cause la réalité de la détention de la requérante. [...] » et que « [...] Dans la mesure où la détention constitue un élément essentiel à la base de sa demande d'asile, nous pensions [...] que la décision attaquée [...] devrait être annulée [...] sur ce point afin de renvoyer ce dossier [à la partie défenderesse] pour investigations complémentaires. [...] », le Conseil ne peut, outre le fait d'observer qu'elle semble affectée d'une contradiction en ce qu'elle affirme que la détention de la partie requérante est établie, dans le même temps qu'elle postule qu'il y aurait matière à investiguer sur ce point, que constater qu'elle n'est, en tout état de cause, pas pertinente pour mettre en cause le bien-fondé de la décision querellée, dès lors qu'elle repose, une fois de plus, sur un postulat erroné portant que la partie défenderesse serait, en l'espèce, « [...] dans l'impossibilité de remettre valablement en cause la réalité de la détention de la requérante. [...] ».

Le Conseil rappelle, à cet égard, que s'il est exact que l'examen de la crédibilité des propos d'un demandeur peut valablement être réalisé par le biais, notamment, d'une comparaison de ceux-ci avec des informations provenant de sources publiques qui se vérifient au dossier administratif, il n'en est pas moins constant que cet examen peut également être réalisé par le biais d'une critique interne des propos du demandeur (en ce sens, voir notamment, CCE, n° 14512 du 28 juillet 2008). Or, tel est précisément le cas en l'espèce, la décision querellée disposant clairement que « [...] il ressort de vos déclarations des imprécisions et contradictions concernant votre détention au sein du camp Alpha YAYA qui empêchent de tenir pour établis les faits que vous évoquez et partant, vos craintes de persécutions. [...] » et que « [...] lorsque nous avons abordé votre vécu et ressenti de détention, vous vous êtes montrée peu loquace et inconsistante [...]. Ce manque de consistance et de spontanéité ne correspond pas à ce que l'on pourrait attendre d'une personne déclarant être traumatisée par ces événements et craindre pour sa vie en cas de retour. [...] », soit autant de considérations auxquelles le Conseil de céans ne peut que se rallier, dès lors qu'elles sont établies par le dossier administratif et qu'elles ne sont pas utilement contestées par la partie requérante, ainsi qu'il a déjà été souligné dans les lignes qui précèdent.

S'agissant, enfin, de la demande, formulée en termes de requête, de considérer les documents que la partie requérante avait déposés à l'appui de sa demande d'asile « [...] à tout le moins au titre de commencement de preuve [...] », le Conseil rappelle que la question centrale soulevée par le dépôt d'un document consiste invariablement à déterminer si ces documents permettent d'étayer les faits invoqués par la partie requérante ; en d'autres termes, il importe d'en apprécier la force probante.

Or, en l'occurrence, le Conseil partage l'analyse de la partie défenderesse, selon laquelle ces documents ne permettent pas, à eux seuls, d'établir la matérialité des faits allégués par la partie requérante à l'appui de sa demande d'asile, dès lors que les uns (attestations

de naissance) sont manifestement étrangers auxdits faits, tandis que la partie requérante est demeurée en défaut de démontrer en quoi l'autre (attestation médicale) présenterait un lien de corrélation avec ces mêmes faits.

5.4. Il résulte à suffisance de l'ensemble de ce qui précède, d'une part, que la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 et, d'autre part, que la partie défenderesse a, en l'occurrence, amplement satisfait à l'obligation de motivation à laquelle elle était tenue, laquelle, pour rappel, en cas de rejet de la demande, se limite à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincu qu'il craint avec raison d'être persécuté et ne le contraint pas à démontrer que le demandeur n'est pas un réfugié (dans le même sens : CCE, n° 13415 du 30 juin 2008).

6. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

6.1. A titre liminaire, le Conseil relève que, contrairement à ce qui est allégué en termes de requête, il ressort d'une lecture complète et attentive des motifs de la décision entreprise et, plus particulièrement du premier paragraphe, *in fine*, du point B de cette motivation, que la partie défenderesse estime qu'il n'est pas permis d'établir, dans le chef de la partie requérante, l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980, pour les mêmes raisons que celles rappelées au point 5.1.

Le Conseil précise, à cet égard, que dès lors qu'il transparaît du dossier administratif que la partie requérante n'a développé aucun argument spécifique sous l'angle de l'article 48/4 précité, il ne peut être reproché à la partie défenderesse ni d'en avoir conclu qu'elle fondait sa demande sur les mêmes faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître la qualité de réfugié et que son argumentation au regard de la protection subsidiaire se confondait avec celle, par ailleurs, développée au regard de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni d'avoir procédé à un examen conjoint des deux volets que comportait la demande d'asile de la partie requérante. Dans cette perspective, l'argumentation de la partie requérante portant que « [...] le CGRA ne parle de la protection subsidiaire que sous l'angle de l'article 48/4 §2c sans avoir examiné le petit b), à savoir la question du risque de torture ou de traitements inhumains et dégradants pour la requérante en cas de retour au pays.[...] » est manifestement dépourvue de pertinence.

Le Conseil souligne, en outre, que cette conclusion s'impose d'autant plus que, dans le cadre du présent recours, pour l'examen duquel la juridiction de céans dispose, pour rappel, d'une compétence de pleine juridiction l'autorisant, notamment, à réformer ou confirmer les décisions de la partie adverse sans être lié par le motif sur lequel cette dernière s'est appuyé pour prendre sa décision (cf. Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 51 2479/001, p. 95), l'acte introductif d'instance se borne, en l'espèce, afin de démontrer que la situation de la partie requérante correspondrait à celle définie par les prescriptions de l'article 48/4, § 2, b) de la loi du 15 décembre 1980, précitée, à faire valoir, soit que la partie requérante aurait, selon elle, démontré avoir fait l'objet de persécutions ou d'atteintes graves par le passé, soit qu'il existerait actuellement en Guinée une situation de violence aveugle envers la population civile impliquant, toujours selon elle, que « [...] toute personne s'opposant actuellement au pouvoir en place en guinée peut être individualisée et est donc susceptible de subir des traitements inhumains et dégradants de la part des autorités guinéennes [correspondant à la définition de l'article 48/4, §2 b de la loi précitée] ». Or, le Conseil ne peut qu'observer

que le postulat que la partie requérante a déjà subi des persécutions par le passé ne peut être tenu pour établi, dès lors que la crédibilité des propos de cette dernière est précisément mise en cause, tandis que celui portant que la situation géopolitique actuelle en Guinée serait affectée par une situation pouvant être qualifiée de violence aveugle ne résiste pas aux développements consacrés à cette question dans le point 6.2. qui suit, du présent arrêt, auxquels le Conseil se permet de renvoyer.

6.2. A l'examen du document que la partie défenderesse a déposé au dossier de procédure un rapport émanant de son centre de documentation (CEDOCA) et relatif à la « Situation sécuritaire » en Guinée (dossier de procédure, pièce 5/2), le Conseil constate que la Guinée a connu de graves violations des droits de l'homme et que la persistance d'un climat d'insécurité dans ce pays est avérée. Ce contexte particulier doit inciter les autorités compétentes à continuer de faire preuve d'une grande prudence dans l'examen des demandes d'asile de personnes originaires de Guinée. Le Conseil rappelle néanmoins que l'invocation, de manière générale, de violations des droits de l'homme dans un pays, et en particulier de l'aggravation de la violence en Guinée, ne suffit pas à établir que tout ressortissant de ce pays encourt un risque d'être soumis à la torture ou à des traitements inhumains ou dégradants. Il incombe au demandeur de démontrer *in concreto* qu'il a personnellement un risque de subir des atteintes graves au regard des informations disponibles sur son pays. En l'espèce, si des sources fiables font état de violations des droits fondamentaux de l'individu dans le pays d'origine de la partie requérante, celle-ci ne formule cependant aucun moyen sérieux donnant à croire qu'elle encourrait personnellement un risque réel d'être soumis à la torture ou à des traitements inhumains ou dégradants, se bornant, au contraire à affirmer que « [...] toute personne s'opposant actuellement au pouvoir en place en Guinée [...] » ou toute « [...] femme peule [...] » aurait des raisons de craindre d'être persécutée ou encourrait un risque réel de subir des atteintes graves, soit autant d'allégations qui, en raison de leur caractère général, sont d'autant moins susceptibles de démontrer *in concreto* que la partie requérante a personnellement des raisons d'avoir une telle crainte ou d'encourir un tel risque qu'il a déjà été jugé, dans le cadre de l'examen de sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugié, que la crainte de persécution alléguée à l'appui de cette demande manque de fondement, de sorte qu'il n'existe pas davantage d'élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine, la partie requérante encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980, *a fortiori* dans la mesure où celle-ci ne présente pas, contrairement à ce qu'elle semble tenir pour acquis lorsqu'elle invoque sa condition de « femme peule », un profil spécifique ou particulier qui pourrait lui faire encourir un risque réel de subir de telles atteintes de la part des autorités de son pays, auxquelles le Conseil estime qu'il n'y a aucune raison qu'elle ait affaire.

D'autre part, au vu des informations fournies par la partie défenderesse et en l'absence de toute information susceptible de contredire les constatations faites par celle-ci, il apparaît que la situation prévalant actuellement en Guinée ne permet pas de conclure à l'existence dans ce pays d'une situation de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980. L'une des conditions requises pour que trouve à s'appliquer l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980, fait dès lors défaut.

6.3. En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder à la partie requérante la protection subsidiaire prévue par l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

7. Dans sa requête, la partie requérante demande à titre subsidiaire, de renvoyer l'affaire au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a pas lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente et un mai deux mille onze,
par :

Mme N. RENIERS,

Président F.F., Juge au contentieux des étrangers,

Mme V. LECLERCQ,

Greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

V. LECLERCQ.

N. RENIERS.